



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat aux affaires départementales
Bureau de l'environnement**

Arrêté n° PREF-SGAD-BE-2024-0318

du 23 DEC. 2024

**portant prescriptions complémentaires applicables à la SARL BERNER
pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SAINT-JULIEN-DU-SAULT**

Le Préfet de l'Yonne,

VU le code de l'environnement, en particulier, ses articles L.181-14 et R.181-45 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation et notamment son article 7 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-SE-2016-0129 du 14 avril 2016 portant constitution de servitudes d'utilité publique sur les parcelles exposées aux risques créés par une installation de stockage et de distribution de produits et de substances combustibles exploitée par la SARL BERNER sur le territoire de la commune de SAINT-JULIEN-DU-SAULT ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-SE-2016-0173 du 3 mai 2016 autorisant la SARL BERNER à exploiter un centre logistique, dans le cadre de l'augmentation de ses capacités de stockage, sur le territoire de la commune de SAINT-JULIEN-DU-SAULT ;

VU le dossier de porter à connaissance transmis par la SARL BERNER, par courriel du 13 juin 2023 concernant des modifications non substantielles intervenues ou à intervenir sur l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Julien-du-Sault ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 septembre 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté le 19 novembre 2024 à la connaissance de l'exploitant ;

VU les observations de l'exploitant sur ce projet transmises le 4 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT la demande de mise à jour de la situation administrative de l'installation de la SARL BERNER à Saint-Julien-du-Sault, relative aux rubriques 1185, 2925-1, 4320, 4321, 4330-1, 4420-1, 4422-1, 4510 et 4511 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT le regroupement des rubriques 1530, 1532, 2662 et 2663 de la nomenclature ICPE, sous la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées, à la suite de sa modification par le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 ;

CONSIDÉRANT que l'article 7 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé dispose que :

« Les locaux abritant un stockage de liquides inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

[...]

- la toiture est recouverte d'une bande de protection A2 s1 d0 sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives » ;

CONSIDÉRANT que le dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie, réalisé à l'aide du document technique D9, indique un volume de 1 080 m³ ;

CONSIDÉRANT la modification des capacités de stockage de substances et mélanges dangereux en vue de répondre à une demande fluctuante des clients de la SARL BERNER ;

CONSIDÉRANT qu'un incendie des matières qui pourront être stockées dans le bâtiment E5 et les alvéoles E4a à E4d du bâtiment E4 est susceptible d'engendrer, au-delà de l'assiette actuelle du site ainsi que sur les terrains situés à l'est de ce bâtiment et jouxtant celui-ci, des effets significatifs au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'en situation accidentelle, la modification de stockage de substances et mélanges dangereux en vue de répondre à cette demande fluctuante des clients de la SARL BERNER ne conduit qu'à une augmentation légère des distances d'effets thermiques générés ;

CONSIDÉRANT que des servitudes d'utilité publique permettant de prévenir les risques pour la santé du voisinage ont été instituées par arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-SE-2016-0129 du 14 avril 2016 susvisé, en application des articles L. 515-8 à 11 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications demandées par l'exploitant ne sont pas substantielles mais qu'il convient de les encadrer par voie d'arrêté préfectoral ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

A R R E T E

Article 1^{er} – Dispositions complétées

Les dispositions applicables aux installations exploitées par la SARL BERNER et situées 14 rue Albert Berner – 89330 SAINTJULIEN-DU-SAULT sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 - Situation administrative

L'article 1.2.1. de l'arrêté n° PREF-DCPP-SE-2016-0173 du 3 mai 2016 susvisé est modifié comme suit :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Situation	Régime (rayon d'affichage en km)
4320-1	<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1) Supérieure ou égale à 150 t.</p>	266 t	Autorisation Seuil Bas (2)
1510-2-b	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³</p>	Volume total 322 000 m ³	Enregistrement
4331-2	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2) Supérieure ou égale à 100 tonnes mais inférieure à 1 000 tonnes</p>	140 t	Enregistrement
1185-2-a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	399,99 kg	Déclaration
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L.541- 4-3 du Code de l'Environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p>2) Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Puissance théorique de l'ensemble des installations de combustion de 3,975 MW</p>	Déclaration avec contrôle périodique (DC)

2925-1	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	969,72 kW	Déclaration
4330-2	Liquides inflammables de catégorie 1 , liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60° C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t	5 t	Déclaration avec contrôle périodique (DC)
4411-2	Substances et mélanges auto réactifs type C, D, E ou F La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2) Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 50 t	10 t	Déclaration
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	45 t	Déclaration avec contrôle périodique (DC)
4718-2-b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL et biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	10 t	Déclaration avec contrôle périodique (DC)
1436	Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C , à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : - inférieure à 100 t	40 t	NC
2925-2	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs	49,2 kW	NC

4310	Gaz inflammables catégorie 1 et 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : - inférieure à 1 t	0,9 t	NC
4321	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : - inférieure à 500 t	35 t	NC
4422	Peroxydes organiques type E ou type F. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : - inférieure à 500 kg	450 kg	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : - inférieure à 100 t	40 t	NC

NC : Non classé

Article 3 – Comportement au feu de la bande de protection incombustible en toiture des entrepôts E4a, E4b, E4c, E4d et E5

L'alinéa 4 de l'article 7.2.1. de l'arrêté n° PREF-DCPP-SE-2016-0173 du 3 mai 2016 susvisé est modifié comme suit :

Les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement, à l'exception des murs coupe-feu situés dans les cellules E4 et E5, ceux-ci étant internes aux bâtiments. La toiture des bâtiments E4a, E4b, E4c, E4d et E5 est recouverte d'une bande de protection incombustible de classe A2 s1 d0 sur une largeur minimale de 5 mètres, de part et d'autre des parois séparatives.

L'exploitant démontre par une étude technique que la bande de protection incombustible de la toiture de classe A2 s1 d0 proposé est efficace en terme de risque de propagation d'incendie.

Article 4 - Besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie

L'alinéa 2 de l'article 7.6.4. de l'arrêté n° PREF-DCPP-SE-2016-0173 du 3 mai 2016 susvisé est modifié comme suit :

- d'une réserve d'eau composée de 2 cuves de 540 m³ chacune minimum sur le site Est et d'une réserve d'eau de 420 m³ minimum sur le site Ouest. Ces réserves sont constamment alimentées et facilement accessibles en toutes circonstances. Pour chaque réserve incendie, trois aires situées en dehors des flux thermiques de 3 kW/m² et de dimension minimale de 8 mètres par 4 mètres sont aménagées pour permettre la mise en œuvre des engins de secours ;

Article 5 - Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif de Dijon :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1. et 2.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 - Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à la SARL BERNER et dont une copie sera adressée à :

- Madame la Sous-préfète de Sens,
- Monsieur le Maire de Saint-Julien-du-Sault,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours,
- Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté,
- Monsieur le Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL.

Fait à Auxerre, le **23 DEC. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Secrétaire générale,



Pauline GIRARDOT